



< Si l'écho de leur voix faiblit, nous périrons...>

ISSN 0995 - 8584

CHÂTEAUBRIANT

Journal de l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française et de leurs Amis

10, rue Leroux, 75116 PARIS — Tél. 01 44 17 38 27

Fondateurs : ETIENNE LEGROS — MATHILDE GABRIEL-PÉRI

N° 247 - 4^{ème} trimestre - 28 DECEMBRE 2013

Résister, pour la mémoire, aujourd'hui

10 juin 1944 : la division SS « Das Reich », en route pour la Normandie, extermine la population du village d'Oradour-sur-Glane. 642 civils périssent dans ce massacre abominable. Depuis ce jour tragique, la population d'Oradour et l'ensemble des Français attendaient un geste de l'Etat Allemand. Rien n'avait été fait pour livrer aux tribunaux français les responsables de cette tuerie. Certains sont morts dans leur lit comme le principal responsable : le général Lammerding.

Enfin le 4 septembre 2013 une nouvelle page de l'histoire est écrite. Le Président allemand, Joachim Gauck et François Hollande se rendent dans le village martyr. Ce symbole des deux présidents, ensemble, en ce lieu, représente à lui seul ce que tout le monde attendait. Joachim Gauck prononce des paroles fortes qui touchent au cœur lorsqu'il dit « Si je regarde dans les yeux ceux qui portent l'empreinte de ce crime, je partage votre amertume par rapport au fait que des assassins n'ont pas eu à rendre de comptes. Je l'emporte avec moi en Allemagne et je ne resterai pas muet ». Ces mots, les habitants d'Oradour les espéraient depuis longtemps.

Si l'on ajoute à cela le fait qu'un non-lieu a été prononcé par la Cour de cassation en faveur de Robert Hébras, l'un des deux survivants du massacre, poursuivi pour un malheureux bout de phrase dans la réédition de son livre témoignage, nous ne pouvons que dire notre satisfaction.

Nous, militants de la mémoire, nous travaillons sans relâche pour que soit connu le vrai combat des résistants. Nous sommes confrontés au négationnisme et, de plus en plus souvent, à la résurgence dans toute l'Europe de l'idéologie nazie que nous avons espéré disparue pour toujours. Le racisme gagne du terrain. Des partis ouvertement fascistes, comme « l'Aube Dorée » en Grèce, ont des élus au parlement.

« Le ventre est toujours fécond d'où est sortie la bête immonde », disait le dramaturge allemand Berthold Brecht. Nous le savons, c'est pour cela que nous ne laisserons pas faire. Nous ferons entendre notre voix partout où cela est nécessaire. Décidemment, oui : « Résister se conjugue au présent. »

Georges Duffau-Epstein

Les Présidents Gauck et Hollande à Oradour, le 4 septembre 2013

Pour mesurer l'importance de cette visite je crois qu'il faut remonter à 1953 et au procès de Bordeaux.

Le tribunal militaire avait une liste de 65 SS vivants dont les 4 premiers étaient des officiers responsables du massacre d'Oradour. Or à l'ouverture du procès, le 12 janvier, étaient présents 21 prévenus. Les 44 autres (dont les principaux responsables) étaient en fuite. Les 21 prévenus étaient : un adjudant et six soldats allemands détenus en France depuis 1945, un sergent alsacien également en prison et 13 Alsaciens enrôlés de force que l'on était allé la veille cueillir chez eux pour les amener à Bordeaux. Passons sur le déroulement du procès. *Suite en page 2*

SOMMAIRE

Edito

1 Résister aujourd'hui

Evènement

1 Oradour-sur-Glane

Nos peines

2 Geneviève Rizo

Commémorations

3 Aincourt

Balard

4 Calais

Chateaubriant

5 Ivry

6 Le Ruchard

Limoges

7 Maillé

8 Paris libéré

Souge

Inauguration

9 Butte de Biard

Portrait

10 Berty Albrecht

Vie de l'association

10 Dictionnaire des fusillés

11 Convocation Assemblée

Générale

12 Organismes de direction

sortants



Evènement

Les Présidents Gauck et Hollande à Oradour, le 4 septembre 2013 (suite)

Le 12 février, la cour rendait son verdict. Concernant les Allemands : peine de mort pour l'adjudant et peines de prison (en partie couvertes par leur détention) pour les six soldats. Quant aux Alsaciens : la mort pour le sergent et des peines de 5 à 8 ans de travaux forcés pour les 13 « malgré nous ».

Ce verdict ne satisfait personne. Ni les familles des victimes qui trouvaient que les condamnations n'étaient pas à la hauteur du crime, ni l'Alsace qui s'indignait de la condamnation des 13. Cinq jours plus tard, le parlement votait une loi d'amnistie. Les 13 « malgré nous » rentraient discrètement chez eux.

A Oradour, c'était la consternation, le sentiment que les victimes étaient tuées une seconde fois. Le maire et le président de l'association des familles rapportaient à la préfecture la Croix de Guerre et la Légion d'Honneur. Les familles refusaient d'inhumer les cendres des victimes dans

le mémorial construit par l'Etat et lançaient une souscription pour ériger un tombeau dans le cimetière. Enfin, elles éditaient des affiches portant les noms de tous les parlementaires ayant voté l'amnistie et les noms des 13 amnistiés. Ces affiches étaient placardées aux deux entrées des ruines et à celle du cimetière. La rupture fut totale avec l'État. Pendant 20 ans aucun représentant officiel ne fut toléré à Oradour. Peu de temps après, les deux condamnations à mort étaient commuées en prison à vie.

Malgré toutes les campagnes pour son extradition, le général Lammerding est mort dans son lit. Le capitaine Khan a vécu de longues années paisibles en RFA. Quant à Heins Bath, condamné à Berlin en 1983, il a été libéré quelques années après la chute du mur et s'est même vu attribuer une pension. C'est dire que la blessure est toujours vive à Oradour. L'attente était importante.

Certes, depuis une bonne dizaine d'années, l'Allemagne a enfin fait des efforts significatifs pour regarder et juger son passé nazi. L'ouverture d'une enquête, par le tribunal de Dortmund, pour juger les SS ayant participé au massacre d'Oradour, est un point positif.

Les paroles du président allemand ont répondu à l'attente des familles. C'était la reconnaissance officielle de ce crime. C'est une ouverture pour des rencontres entre les jeunes générations de nos deux pays. L'importante médiatisation bat en brèche les affabulations des négationnistes toujours virulents.

L'Association des Familles des Martyrs d'Oradour attend du gouvernement français que tout soit fait pour assurer la conservation intégrale des ruines reconnues Monument Historique depuis 1946.

Camille Senon

Nos peines

Geneviève Rizo



Combattant de la Résistance, membre de notre association depuis sa création, André Rizo nous a fait part du décès de son épouse Geneviève, née Gille, survenu le 28 août 2013. Elle repose désormais au cimetière de Belleville, comme Christian Rizo, frère d'André, fusillé au Mont-Valérien le 9 mars 1942, à l'issue du « Procès du Palais Bourbon ».

A André, à sa famille, nous exprimons nos condoléances et notre reconnaissance.

Un texte d'hommage, rédigé par André et affiché à la maison de retraite qui hébergeait le couple, rappelait ces quelques faits :

1943 : Geneviève Gille a 18 ans quand elle rejoint les Comités populaires de la métallurgie, animés par Raymond Sémat. Elle n'a pourtant rien d'une métallurgiste, mais son père, Charles Gille, chef d'atelier dans l'aéronautique et syndicaliste, qui sera membre du Comité de libération de Malakoff dès sa création, joua sans doute un rôle dans son engagement. Le Front populaire n'était pas loin non plus, de même que le souvenir des collectes organisées à Malakoff en faveur des républicains espagnols !

C'est donc tout naturellement qu'elle entre en Résistance. Elle tape les textes rédigés par les dirigeants syndicaux de la CGT clandestine qui dénoncent la politique de Pétain et Laval livrant l'industrie française à la machine de guerre allemande. Geneviève est aussi chargée d'assurer la liaison entre les responsables syndicaux recherchés par la police. Elle transporte bien souvent du matériel interdit. Pendant un an et demi, elle assume ce travail difficile et très risqué, toujours à la merci d'un contrôle de police, d'une fouille ou d'une perquisition au domicile familial.

A la veille de la Libération, le groupe auquel elle appartient reçoit pour mission de reprendre possession des locaux (propriété du Syndicat des métaux) dont se sont emparés les collaborateurs dès l'arrivée de l'armée allemande. Une trentaine d'hommes (pour la plupart des responsables syndicaux illégaux) et une dizaine de

Geneviève Rizo (suite)

femmes (dont Geneviève) arrivent ainsi à la « Maison des métallos », 94 rue d'Angoulême (actuelle rue Jean-Pierre Timbaud), dans le XI^e arrondissement de Paris.

Dans le même temps, le président du Comité local de libération, Francis Bonéric, agissant en qualité de maire par intérim, a chargé André Rizo, frère de Christian, ce jeune résistant fusillé en 1942, de récupérer ces mêmes locaux. Double conséquence de la rencontre entre les deux groupes de résistants : le « 94 » est libéré et Geneviève Gille deviendra, le 3 mai 1945, à la mairie de Malakoff et pour 68 ans, Geneviève Rizo.

Si Paris est libéré, la guerre n'est pas encore terminée. Le soir venu, autour d'un poste de radio, les deux familles attendent la fin des hostilités. Les Alliés anglais et américains ont franchi le Rhin ; la première armée française est à Stuttgart ; l'armée soviétique est entrée dans Berlin...

Après la guerre, Geneviève restera une femme active, fidèle aux convictions de sa jeunesse. Le souvenir de la Libération l'accompagnera durant toute son existence.

André Rizo

Commémorations

Aincourt - 2013

Chaque année, Aincourt, dans les Yvelines, reçoit une foule recueillie dont un très petit nombre de personnes qui furent internées en ces lieux. D'autres viennent rendre hommage à un ou plusieurs de leurs proches... ou bien, tout simplement, exprimer leur reconnaissance. Les auteures de ce texte sont filles de Charles Michels, député communiste fusillé à Châteaubriant, et d'Henri Gautier, trésorier de la fédération CGT des Métaux, évadé du camp de Châteaubriant, repris et disparu à Monowitz (Auschwitz III).

Le 5 octobre, avec l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, en présence d'un nombreux public, nous étions réunis au Centre hospitalier du Vexin à Aincourt-Magny-en-Vexin pour commémorer le 73^{ème} anniversaire de l'ouverture du Camp d'Aincourt et marquer les 70 ans du Comité national de la Résistance (CNR). La cérémonie était organisée par l'association « Mémoire d'Aincourt » dont le but est de contribuer à la transmission des idéaux de la Résistance : Liberté, Droits de l'Homme, Justice, Dignité et Paix.

A la fin des années 30, ce centre hospitalier était un sanatorium. Il fut transformé en camp d'internement

par l'administration française et, d'octobre 1940 à septembre 1942, des résistants (syndicalistes ou communistes pour la plupart), femmes et hommes, y furent internés. Les hommes seront dirigés vers d'autres camps, certains massacrés à Rouillé ou fusillés à Châteaubriant, d'autres seront déportés. En mai 1942, des résistantes venues des « Tourelles » ou de « Châteaubriant » furent enfermées ainsi que des mères juives avec leurs enfants dont elles seront séparées au moment de leur déportation.

Dans le centre hospitalier actuel, une stèle rappelle ces tristes souvenirs. Devant ce monument, furent

déposés de nombreux coussins et gerbes de fleurs, par de jeunes enfants notamment, ce qui était d'autant plus émouvant.

Les interventions de Nicole Primard (« Mémoire d'Aincourt ») et de Robert Créange (FNDIRP), éclairantes et riches d'informations, ont été écoutées avec grand intérêt. La troupe du « Théâtre des Oiseaux » présenta son spectacle consacré à « L'Affiche rouge » et l'on entendit, interprétés par une chorale, « Chant des Partisans », « Chant des Maires » et « Marseillaise ».

Denise Bailly-Michels
Michèle Gautier

Hommage parisien place Balard

La stèle commémorant la mémoire des Fusillés du stand de tir de la place Balard, à Paris-15^e, est actuellement placée dans un lieu peu propice aux cérémonies. Située à la sortie du boulevard périphérique, il est impossible d'y réunir un grand nombre de personnes, pour des raisons de sécurité. Toutefois, la Ville de Paris et l'Association pour

le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien et de l'Île-de-France, organisateurs d'un hommage annuel, ont souhaité conserver cet événement pendant la période transitoire des travaux en cours. Lorsque la construction du nouveau Ministère de la Défense sera terminée, la stèle deviendra à nouveau accessible à un large public.

Le 25 octobre 2013, en présence d'élus parisiens et de représentants d'associations de mémoire, s'est déroulée dans le recueillement une brève cérémonie, avec dépôt de gerbes, « Chant des Partisans » et « Marseillaise ». Nous étions présents, comme chaque année.

G. D-E.

Citadelle de Calais, 6 septembre 2013

Madame Madeleine Charitas-Warocquier a pris la parole à la commémoration annuelle rendant hommage aux cinq jeunes Résistants fusillés en ces lieux aux heures sombres de l'Occupation : Jean Bodechon (18 ans), Alfred Véron (20 ans), Alfred Legros (24 ans), Fernand Gouverneur (22 ans), Roland Le Gall (22 ans). Elle a rappelé les principaux épisodes des tragiques événements qui les menèrent à la mort.



*Mme Charitas-Warocquier
Photo Calais Photos Nostalgie*

Le 16 août 1944, leur groupe s'introduit dans l'usine Brampton et endommage le central téléphonique et un transformateur électrique. La production de l'usine sera interrompue pendant plusieurs jours... Arrêtés, torturés par le gestapiste Rudolf Herzog, ils sont abattus sans jugement, le 3 septembre dans l'enceinte de la Citadelle. Un simulacre de « sentence » leur avait été lu par l'officier Albin Kellner. Leurs corps sont jetés dans une fosse commune creusée à la hâte puis dissimulée.

« Fin septembre 1944, dévastée, meurtrie, Calais est libérée. Les familles des victimes sont toujours dans l'ignorance du sort réservé à leurs enfants. Les recherches se multiplient, les mois passent... En

Angleterre, dans un camp de prisonniers allemands, Kellner est retrouvé. Il est extradé...

« Le 11 octobre 1947, les parents présents subissent la terrible douleur de devoir reconnaître les dépouilles mortelles de leurs chers enfants, enfouis depuis trois années sous quelques trois mètres de terre... »

Les obsèques solennelles des jeunes martyrs voient défiler des milliers de personnes dans le hall du Palais de Justice de Calais. Une stèle est érigée... Le souvenir perdure, les commémorations aussi. Nous nous y associons.

Madeleine Charitas-Warocquier

Châteaubriant, 19-20 octobre 2013

Octobre 1941...douloureux souvenirs ! À Souge, Belle-Beille ou Nantes, au Mont-Valérien comme à Châteaubriant, les fusillades furent nombreuses.

Chaque année, fin octobre,

notre association est présente aux cérémonies organisées par l'« Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt », en mémoire des fusillés du camp de Choisel à Châteaubriant. Pour nous, comme pour ceux, nombreux, qui assistent à ces rassemblements, c'est avec beaucoup d'admiration pour leur courage que nos pensées vont vers les fusillés du 22 octobre 1941 à la Sablière et du 15 décembre 1941 à la Blisière. Résistants de la première heure ils ont donné leur vie afin que la nôtre soit heureuse. Nous leur devons beaucoup.

Samedi 19 octobre 2013 :

Le matin, nous nous recueillons dans la cour du château, à l'endroit

où les corps des martyrs de la Sablière ont été déposés, avant leur inhumation dans 9 cimetières différents. Nous fleurissons la stèle marquant l'emplacement du camp de Choisel où furent internés de nombreux résistants, femmes et hommes. Parmi eux, les otages désignés par Pucheu : 27 fusillés en octobre, 9 en décembre 1941. Il est très émouvant de penser que nos pères ont séjourné ici et que nous mettons sans doute nos pas dans les leurs.

L'après-midi, un hommage à Fernand Grenier est rendu au rond-point de la route de la Sablière. Evadé du camp le 19 juin 1941, Fernand Grenier reprend son activité dans la Résistance. Il est désigné par le Parti communiste clandestin pour entrer en contact avec les envoyés de la France Libre. Il rejoindra Londres pour y rencontrer le Général De Gaulle. Il eut un rôle important dans la libération de la France. Il

deviendra président de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt.

Dimanche matin 20 octobre,

à la Blisière, nous nous sommes recueillis devant la stèle rappelant l'exécution de 9 otages, le 15 décembre 1941, dans le bois de Juiigné-des-Moutiers.

*Michèle Gautier
Denise Bailly-Michels*

Dans l'après-midi, le grand rassemblement annuel de la Carrière des Fusillés réunit une foule imposante, malgré un temps maussade qui devint pluie battante.

Cérémonie et spectacle :

S'agissant de Châteaubriant, l'histoire commence à Nantes, rue du roi Albert le lundi 20 octobre 1941, à 7h45, non loin de la cathédrale. Deux coups de feu sont tirés dans le dos d'un officier allemand qui s'écroule. Il n'était pas n'importe qui



Photo Patrice Morel

mais le Feldkommandant Karl Hotz, le plus haut gradé de l'armée d'occupation en poste dans la ville. On est étonné de la facilité avec laquelle les trois auteurs de cet attentat, dont Gilbert Brustlein, s'échappent.

L'événement est d'importance en raison de ses graves conséquences pour la résistance difficilement mise en place au fil des mois en France. Afin de comprendre ces rudes combats, il est intéressant de remonter le temps ; c'est ce que proposait l'évocation historique faisant suite au solennel hommage public de ce 20 octobre 2013. Le spectacle écrit et dirigé par Claudine Merceron (du « Théâtre d'Ici ou d'Ailleurs », de Nantes) s'intitule « L'Avenir vient de

loin »... Et nous voici transportés dans l'Allemagne des années 30.

Hitler vient d'être élu... démocratiquement. Le pays traverse une profonde crise économique. Chômage et baisse du pouvoir d'achat frappent cruellement les plus démunis. Le Pouvoir, entre les mains des nazis, profite des peurs, attise les haines –celle de l'Étranger, celle du Juif. Des réticences s'expriment, elles sont sauvagement réprimées. Dès 1933, les premiers camps de concentration voient le jour, construits par les internés eux-mêmes, tous des opposants au régime. Déjà, ici, on apprend et on entend le lied Die Moorsoldaten, le « Chant des Marais », en passe de devenir l'hymne pathétique de tous

les Camps.

L'extrême violence du régime nazi s'est d'abord portée contre des Allemands, communistes, socialistes, syndicalistes, libéraux, contre les Juifs ou les Tziganes, contre les homosexuels, les intellectuels, les artistes, contre les handicapés... Tous sont arrêtés, internés, torturés, déportés, assassinés. Les jours noirs de la seconde guerre mondiale ne tarderont pas. Leur effroyable bilan hante nos mémoires.

« La bête immonde » serait-elle en train de renaître de ses cendres aujourd'hui ? Lue sur la scène et citée ici de mémoire, une lettre de Déporté réaffirme qu'il nous faut dire aux générations nouvelles que c'est surtout dans les moments de crise que surgissent les discours anti démocratiques, xénophobes, homophobes, racistes, antisémites... Un Programme de Résistance pour notre siècle est à mettre en place d'urgence. Les cérémonies du souvenir comme celles de cette fin de semaine en Pays de Loire, au cours de laquelle, avec Denise Bailly-Michels, nous avons déposé la gerbe de notre association, vont dans ce sens.

François René Doublet

On pourra consulter : « 50 Otages – Mémoire sensible », par Étienne Gasche - Éditions du Petit Véhicule, Nantes.

Ivry, 19 octobre 2013

« Les années passent, les souvenirs s'estompent ; les témoins directs sont de moins en moins nombreux. Les enfants des martyrs ont vieilli et les petits-enfants n'ont pas encore massivement assuré la relève. Il est toutefois important que les cérémonies d'hommage aux Résistants exécutés par les nazis, de 1940 à 1944, perdurent afin que les nouvelles générations découvrent les raisons de l'engagement de nos parents autant que les conditions

de leur mort...» Les mots, par lesquels Georges Duffau-Epstein accueille le public venu par habitude ancienne, ce samedi après-midi, au cimetière parisien d'Ivry, sont emprunts d'une touche d'amertume.

Aux côtés de Madame Christienne, adjointe au maire de Paris, représentants d'ambassades et d'associations, porte-drapeaux et élus de collectivités locales accompagnaient les personnes venues se recueillir en souvenir des 828 résis-

tants tombés dans le silence et l'obscurité des années de l'Occupation parce qu'ils s'opposaient aux régimes nazi et pétainiste. Au « Carré des Fusillés », ce samedi après-midi, se remarquaient surtout les fleurs, car les gerbes étaient nombreuses.

La cérémonie s'est achevée devant la stèle érigée par la ville de Paris à l'emplacement où les Fusillés avaient été ensevelis par leurs bourreaux.

Camp du Ruchard (Indre-et-Loire)



En ce samedi 5 octobre, par une journée ensoleillée, se déroule la cérémonie traditionnelle organisée à la stèle du Camp du Ruchard. Sous la conduite de notre secrétaire, J-M Pialeport, la mémoire de nos Fusillés de Touraine est rapplée devant de nombreuses personnalités, 50 porte-drapeaux représentant différentes associations d'Anciens Combattants des villages voisins et plus de 200 personnes émues par l'ambiance et le déroulement de la cérémonie.

L'Harmonie de la Fuye (quartier Velpéau de Tours) rythmait la cérémonie : couleurs hissées au son

de La Marseillaise et du Chant des Partisans.

L'allocution a été prononcée par André Maillet, fils de Bernard Maillet, déporté à Buchenwald. Il a rendu hommage à tous les Résistants et exprimé son soutien à leurs familles qui ont souffert et souffrent encore aujourd'hui de la disparition de leurs proches. Il invite chacune et chacun à se remémorer l'histoire de la France afin d'y retrouver les fondements de l'esprit de la Résistance. Aux tenants de l'oubli (supposé apaiser les regards portés vers l'avenir), il offre une citation emprunte de bon

sens : « Celui qui ferme les yeux devant le passé, devient aveugle pour le présent ». Pour le souvenir, pour la mémoire, nous serons là de nouveau l'an prochain.

A l'issue de la cérémonie, nous nous rendons à la salle des fêtes d'Avons-les-Roches où le verre de l'amitié est offert par la municipalité. La présidente du Comité de la stèle du Ruchard y attendait les personnalités venues participer à cette cérémonie honorant les Fusillés de Touraine. Elle leur remet des livres traitant des événements de la Résistance.

Hubert Deroche

Limoges honore les Fusillés du Mont-Valérien

Journal du Limousin, « L'Echo » a relaté les hommages rendus, début octobre, sur la place des Carmes et au Lycée Turgot de Limoges, il titrait : « Cérémonie du souvenir - Des jeunes au 70ème anniversaire des Fusillés du Mont-Valérien », avant de poursuivre :

« C'est par le Chant des Partisans qu'a débuté cette cérémonie hier matin à la mémoire des 50 fusillés du Mont-Valérien, le 2 octobre 1943, parmi lesquels, comme le rappelait Jean-Jacques Spel, président des Amis du musée de la Résistance de Limoges : Armand Dutreix, François Perrin, Maurice Schmitt, Georges Leblanc, André Boissière, Martial Briouleix, des Résistants de la Région R5.

50 élèves de Seconde et de Première du lycée Turgot étaient présents qui ont appelé les noms des 50 fusillés et lu des extraits de leurs lettres. Au nom du Comité de coordination des associations d'anciens combattants, organisateur de la cérémonie, Jean-Jacques Spel a lancé un message « Ne vous laissez jamais entraîner sur les chemins de la haine raciale ».

Bernard Ebenstein, maire adjoint à Limoges est revenu pour sa part sur « la colline du Mont-Valérien qui a acquis une résonance spécifique dans le souvenir de l'occupation nazie et de la Résistance. Plus de 1000 patriotes y furent fusillés... Les Fusillés du Mont-Valérien symbolisent l'ensemble des martyrs français exécutés en

France ou morts en déportation pour leur participation à la lutte contre l'armée nazie et le régime collaborateur de Vichy. Rappelant que Limoges « a tenu à pérenniser dans le nom de ses rues l'hommage à nombre de ces martyrs », Bernard Ebenstein a conclu sur « la place éminente tenue dans la Résistance par Limoges et le Limousin... »

Après le dépôt des gerbes des collectivités et du comité de coordination, en présence des autorités civiles et militaires, la Marseillaise a retenti, signant la fin de cette cérémonie. Un hommage a ensuite eu lieu au lycée Turgot où François Perrin avait enseigné l'Anglais ». (C.A.)

« L'Echo » - 3 octobre 2013.

Maillé, massacre du 25 août 1944 : l'émotion intacte



Mauricette Dechêne et François René Doublet ont déposé la gerbe de notre association.

Maillé est une commune de l'Indre-et-Loire proche de la ligne de démarcation, à 40 km au sud de Tours. Deux axes importants desservent le site : la voie ferrée Paris-Bordeaux et la RN 10 qui voient passer 100 000 soldats allemands au cours des 15 derniers jours d'août 1944. Les environs de Maillé sont alors le théâtre d'opérations de résistance ; l'abbé Henri Péan y est en relation avec différents réseaux et personnes engagées.

Que se passe-t-il donc, en ce mois d'août ? Par trois fois, coup sur coup, la ligne Paris-Bordeaux est sabotée près de Maillé. Le 11, un pilote canadien dont l'avion a été abattu reçoit aide et assistance, il est caché et parvient à s'enfuir. Le 21, les Allemands interceptent un parachutage d'armes à proximité ; perquisitions et fouilles dans le village de Draché ne donnent aucun résultat. Le 24 au soir, des accrochages entre un détachement FFI et des Allemands à bord de deux véhicules ont lieu sur le territoire de la commune de Maillé, faisant probablement des victimes du côté allemand. Dans la nuit, le sous-lieutenant Gustav Schlüter, responsable allemand de Sainte-Maure-de-Touraine, avertit le lieutenant-colonel Alfred Stenger, Feldkommandant de Tours, et reçoit vraisemblablement l'ordre d'exercer des représailles.

Le lendemain matin 25 août, jour de la libération de Paris, une escadrille alliée survole Maillé et bombarde un convoi militaire et des pièces de DCA de la Luftwaffe. Peu après, l'accès au

village est bloqué par les forces allemandes. Partant du sud-ouest, une cinquantaine de soldats investit les premières fermes. Ils massacrent. Tout être vivant se présentant devant eux est abattu : hommes, femmes, enfants ... et animaux !

Pénétrant dans le bourg, ils poursuivent la tuerie et incendient systématiquement. Les assassins sortent du village vers midi mais des sentinelles empêchent les survivants de quitter leurs éventuelles cachettes. Deux heures plus tard, une pièce d'artillerie de 88 pilonne le bourg : 80 obus ! Maillé comptait 60 habitations, 52 sont détruites.

Bilan humain de cette terrible matinée : 124 massacrés (le quart des habitants), tués par balle ou à la baïonnette, ou brûlés vifs dans les incendies. Les bébés ne sont pas épargnés. Pas de quartier ! Les victimes sont âgées de 3 mois à 89 ans : 44 ont moins de 14 ans, 42 sont des femmes et 40 des hommes. Tous, assassinés sans pitié ! Les forces allemandes revendiquent cette opération, tentant de trouver un semblant de motif au massacre : « C'est la punition des terroristes et de leurs assistants ! » Le 27 août 1944, devant le préfet d'Indre-et-Loire, F. Musso, le lieutenant-colonel Stenger reconnaît avoir donné l'ordre des représailles ... tout en déclarant que ses consignes ont été outrepassées. Contrairement à Oradour-Sur-Glane, après la guerre, le village a été entièrement reconstruit, au même emplacement. En 1952, le sous-lieutenant

Gustave Schlüter a été condamné à mort par contumace, par le tribunal militaire de Bordeaux, lors d'un procès sans témoin. Il est mort chez lui, en Allemagne, en 1965, apparemment sans avoir été inquiété ! Ces événements, et bien d'autres, soulèvent la seule question qui vaille : qu'est-ce que l'Homme quand il sombre dans la barbarie ? Aujourd'hui encore, les survivants demeurent traumatisés ; comment retrouver la sérénité ?

Ce 25 août 2013, même le ciel avait revêtu son manteau de deuil ! C'est sous une pluie battante que les autorités, le monde combattant, les victimes de guerre, les rescapés, les résistants et la foule se sont rendus au cimetière, précédés d'une centaine de drapeaux. Celui de notre association était porté par Claudette Sornin dont la famille fut touchée par le drame.

Terrible moment que celui de la lecture des 124 noms des victimes ! De très nombreuses gerbes ont été déposées. Mauricette Dechêne et François René Doublet déposèrent la nôtre. Une délégation allemande de Cologne participait à la cérémonie, ainsi que celle d'Oradour-sur-Glane, menée par son maire.

« Que cela ne se reproduise jamais », avait rappelé le maire de Maillé. Que son propos, si souvent entendu, réveille les consciences partout où, aujourd'hui encore, des hommes s'entre-déchirent !

François René Doublet

Commémorations

25 août 2013 : 69e anniversaire de la Libération de Paris

17 heures 15 : une pluie battante fouette le parvis de l'hôtel de ville de Paris. Les parapluies obscurcissent le lieu.

17 heures 30 : comme par enchantement la pluie cesse, la cérémonie va pouvoir se dérouler en présence d'une nombreuse assistance.

Elle débute par une prise d'armes présidée par Messieurs Kader Arif, Ministre délégué aux Anciens Combattants et Bertrand Delanoë, Maire de Paris.

Puis, sur scène, se déroule une ma-

gnifique évocation historique mêlant images d'archives et interventions de témoins.

Elle est consacrée à l'année 1943 et met principalement l'accent sur la création du Conseil National de la Résistance et le programme qu'il adopta.

D'anciens résistants, des enfants d'anciens résistants, des jeunes apportent leurs témoignages ; l'ensemble dresse un tableau saisissant de ce que fut cette épopée.

Le spectacle se termine par une galerie de portraits de combattants consti-

tuant une image émouvante de l'union populaire et de la ferveur qui régnaient alors.

Français, étrangers de toutes origines, croyances, options politiques ou philosophiques, ils avaient su se rassembler pour combattre le nazisme.

De nombreux adhérents de notre Association étaient présents, qu'ils soient ici remerciés pour leur fidélité au travail de mémoire destiné à faire perdurer les valeurs de la Résistance, c'est de plus en plus indispensable.

Georges Duffau-Epstein

Cérémonies en hommage aux Fusillés de Souge.

Le 21 septembre 1942, 70 patriotes sont fusillés au camp de Souge, en Gironde.

20 septembre 2013 - Comme tous les ans, à la Bourse du travail de Bordeaux, l'Union départementale CGT et le Comité du Souvenir des Fusillés ont organisé un rassemblement en leur mémoire : allocution de la secrétaire de l'union départementale CGT, dépôt de gerbe, lecture des 70 noms par deux enfants de Fusillés ont été suivis par une soixantaine de personnes. Un vin d'honneur a clôturé la soirée.

20 octobre 2013 - Par un temps magnifique, la commémoration du 70ème anniversaire des fusillades de 1943 s'est déroulée au camp de Souge (commune de Martignas-sur-Jalle, Gironde). Comme les années précédentes, des affichettes étaient accrochées sur une corde, portant les noms de Gustave Deflandre, fusillé le 4 janvier 1943 et de René Hontangs, fusillé le 13 octobre 1943.

L'année 1943 voit, entre autres événements, l'intensification des déportations. Aussi, le comité de Souge a rendu, ce dimanche, un hommage particulier aux épouses, compagnes ou mères des fusillés de Souge mortes en déportation. Près de la stèle érigée en 2010 à leur mémoire, une corde était tendue ; des affichettes suspendues reprenaient pour chacune d'elles leur identité, leur parcours de Résistante, leur départ vers les camps de la mort, leur numéro matricule et la date de leur décès. La plupart d'entre elles étaient dans le convoi du 24 janvier 1943 et sont décédées à Birkenau. Les familles de ces 17 couples étaient conviées à la cérémonie à laquelle participaient les autorités civiles et militaires en présence de plus de 300 personnes et 30 porte-drapeau.

Les allocutions ont été prononcées par Jean Lavie au nom du Comité et par le sous-préfet d'Arcachon, représentant le préfet d'Aquitaine et de Gironde. Moment toujours émouvant, l'appel des 256 fusillés identifiés (lecture précisant les dates d'exécution, nom, prénom et âge... assortis de la mention « Mort pour la France »). De nombreuses gerbes ont été déposées dont celle de notre association. Après La Marseillaise, la cérémonie s'est terminée par Le Chant des Partisans.

Quelques familles et amis se sont rendus à la « première



A gauche, Georges Durou à la 1^{ère} enceinte

enceinte », lieu d'exécution de 50 patriotes le 24 octobre 1941, cérémonie toujours aussi sobre mais combien émouvante. Georges Durou président du comité y a fait une brève intervention.

14 novembre 2013 - Visite du Mémorial par le lycée Jacques Brel, de Lormont. Les élèves se montrent toujours attentifs et intéressés par l'Histoire des Fusillés de Souge.

Michèle Vignacq.

Butte de Biard, un nouveau cadre



Au centre Claudette Sornin, notre porte drapeau (photo N. et G. Pignon)

Vendredi 4 octobre 2013, le nouvel emplacement du monument des Fusillés de Biard, non loin de Poitiers, a été officiellement inauguré en présence des autorités civiles et militaires entourées de nombreux élus, de représentants d'associations, d'une cinquantaine de porte-drapeau, de 106 enfants des écoles de Biard et de près de 250 personnes ; nul n'avait craint l'heure matinale, les encombrements d'un site en chantier et les difficultés passagères de stationnement.

Notre association avait été sollicitée, son drapeau fut mis à l'honneur et le compte-rendu suivant résume l'intervention de notre porte-parole.

L'armée nazie et ses complices de Vichy ont fait de l'espace militaire où nous sommes un lieu de massacres. « Ici, 128 hommes sont passés par les armes des pelotons d'exécution allemands, du 7 mars 1942 au 4 juillet 1944 ». Le livret, juste élaboré par l'Office national des anciens Combattants et Victimes de guerre de la Vienne et le Centre régional « Résistance et Liberté » de Thouars, rappelle ces faits et signale d'autres fusillades en Poitou-Charentes : forêt de La Braconne et stand de tir des Trois-Chênes, près d'Angoulême ; redoute de Chef-de-Baie, à La Rochelle ; clairière de Chizon-Sainte-Pézenne, près de Niort... Comme souvent en pareils lieux, des fleurs furtives furent déposées sitôt les drames. Le 8 mai 1949, jour anniversaire de la reddition sans condition des armées nazies, une foule imposante assiste à l'inauguration du Monument de Biard avec sa dalle de bronze portant 26 dates et les noms des Fusillés. 79 avaient de 18 à 25 ans...le plus âgé, 52 !

La création en cours d'une ligne TGV a déplacé le monument. Un ac-

cord très majoritairement soutenu a fixé l'inauguration officielle du nouveau site « un jour anniversaire de fusillade ». Le 4 octobre fut retenu; ce jour-là, en 1943, tombèrent pour notre Liberté trois Francs-Tireurs et Partisans Français :

Robert DAUGAS (31 ans) ajusteur SNCF, domicilié à Saintes, auteur de missions en Belgique et aux Pays-Bas, Firmin SAPIN (43 ans) cultivateur, membre du Front national de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France, responsable FTP (région de Loudun), domicilié à Saint-Clair, en Vienne,

Guy THOMAS (32 ans) tourneur à l'usine Rocher de Cenon, domicilié à Châtellerauld...

Près du monument, désormais, un pupitre d'information retrace l'histoire de celles et ceux qui s'engagèrent dans la défense des valeurs républicaines proposées à la France par le Programme du Conseil national de la Résistance, le CNR, qu'impulsa le préfet Jean Moulin, représentant du général de Gaulle et de la France Libre.

Véritable pacte social, le « Programme du CNR » adopté le 5 mars 1944 revendique l'établissement de la démocratie la plus large, le suffrage universel, la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression, la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères... On y proclame le droit au travail et au repos, la garantie d'un niveau de salaire et de vie décent pour tous les travailleurs... y compris ceux de la terre, ... et la nécessité d'un plan complet de sécurité sociale ... et le besoin d'une retraite pour tous... Cela dit clairement l'idéal pour lequel sont morts les « 128 de Biard ».

Ce 4 octobre 2013, avec leur sensibilité d'enfants, les écoliers de Biard ont lu des extraits de dernières lettres de Fusillés portant les marques du langage et des préoccupations d'une époque douloureuse dont le souvenir nous habite constamment.

Jacques Carcedo

Berty Albrecht



Entrer dans la crypte du Mont-Valérien procure toujours une vive émotion : 16 cénotaphes recouverts d'un drapeau tricolore imposent leur présence silencieuse. Le désir vient tout naturellement de connaître les noms de ceux qui sont honorés en ces lieux. La liste affichée au mur réserve une surprise, le nom d'une femme inconnue du grand public...alors qu'elle fut une grande figure de la Résistance : Berty Albrecht.

Née en 1893 à Marseille, dans une famille de la grande bourgeoisie protestante, infirmière diplômée, elle travaille pour la Croix-Rouge et ren-

contre, en 1918, Frédéric Albrecht, banquier. Ils se marient et ont deux enfants. En 1932, le couple se sépare.

A Paris, elle se lie avec Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme. Favorable à la contraception et à l'avortement, elle milite pour la cause des femmes. Après avoir suivi une nouvelle formation, elle devient assistante sociale et travaille aux usines Fulmen de Clichy et Vierzon.

Dès 1933, effrayée par la montée du nazisme, elle accueille chez elle des réfugiés allemands fuyant le pouvoir hitlérien. C'est dans ce cadre qu'elle fait la connaissance d'Henri Frenay. Après la capitulation de Pétain, elle retrouve Henri Frenay à Vichy où, ensemble, ils participent à la création du « Mouvement de Libération Française ». Début 1941, ils publient un journal, « Les Petites Ailes », qui deviendra « Vérités » et, en novembre, « Combat » dont le tirage atteindra 100 000 exemplaires; ce journal porte le même nom que leur mouvement de Résistance qui, non sans réserves, reconnaît l'autorité du général de Gaulle.

Les activités de Berty Albrecht attirent l'attention de la police, elle est

arrêtée à deux reprises (octobre 1941- janvier 1942). Faute de preuves, on la relâche. Reprise une troisième fois en avril 1942, elle entame une grève de la faim pour obtenir d'être jugée. Condamnée à 6 mois de prison, elle risque la déportation. Un commando de « Combat » participe à son évasion, le 23 décembre 1942.

Henri Frenay souhaite qu'elle rejoigne l'Angleterre mais elle refuse, disant : « Ah ! Ça jamais ! On ne fait pas la guerre dans un fauteuil en cuir ». Elle reprend l'action auprès de Frenay. La Gestapo l'arrête à Cluny, le 28 mai 1943. Transférée à la prison de Fresnes, elle se suicidera et les Allemands annonceront son décès le 31 mai. Son corps sera retrouvé en mai 1945 dans un cimetière parisien puis transféré au Mont-Valérien.

Cette femme héroïque se mit toute sa vie au service d'autrui. Ses combats avaient portée universelle, sa défense des Droits des Femmes traçait la voie au mouvement féministe. Son engagement dans la Résistance la conduisit au sacrifice de sa vie.

Dans notre mémoire, elle figure au tout premier rang des Résistants.

Georges Duffau-Epstein

Dictionnaire des Fusillés

La première phase de réalisation du « Dictionnaire des Fusillés et Massacrés » est terminée. Le travail a été réalisé principalement par l'équipe et les correspondants du « Dictionnaire Maitron » (CNRS), sous les auspices du Ministère des Armées.

La collecte des noms (par le croisement de plusieurs fichiers) et la rédaction de nombreuses nouvelles biographies, ont bien avancé. Aujourd'hui, une liste de plus de 4000 noms (signalant toutes les biographies rédigées) est à la disposition des partenaires du projet.

Tous nos adhérents sont concernés par cette entreprise et peuvent nous aider, or nous rencontrons beaucoup de difficultés dans la recherche des adresses actuelles des familles des victimes connues (par exemple : en se mariant, une « fille de fusillé » change de patronyme ; comment suivre ces modifications ?)

Aujourd'hui, sur demande, nous pouvons indiquer à chaque famille la présence ou l'absence d'un (ou de plusieurs) de leurs proches sur la liste établie et leur signaler l'existence d'éventuelle(s) biographie(s). Chaque

famille dispose ainsi de la possibilité de proposer ou de compléter des notices. Les informations supplémentaires, les photos, des courriers, les copies de dernières lettres, etc. sont les bienvenues.

Nous vous proposons d'entrer en relation avec nos 2 représentants au « Comité de suivi » du travail engagé, EN PRIVILÉGIANT L'ÉCHANGE PAR INTERNET. Voici leurs coordonnées :

Jean Darracq - téléphone : 01 45 46 09 57 ; ou bien : 06 85 76 19 90 /

courriel : sylvie-jean.Darracq@wanadoo.fr

Georges Duffau-Epstein - téléphone : 01 42 70 01 17 ; ou bien : 06 77 11 69 71 /

courriel : georgesduffau@orange.fr

Les personnes dépourvues de liaison internet auront recours au courrier postal adressé à : FAMILLES DE FUSILLÉS ET MASSACRÉS DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE (Le Dictionnaire) 10, rue Leroux - 75116PARIS

Assemblée Générale 6 février 2014 (convocation)

Lieu : 94, rue Jean-Pierre Timbaud
Paris XIème.

Métro : Couronnes - Autobus : 96

Horaires : 9 h 30 / 12 h 30 - (Repas) -
14 h 30 / 16 h 30.

Ordre du jour:

Rapport d'activité et discussion

Rapport financier et discussion

Projets - Résolutions - Questions diverses

Votes - Élections des instances dirigeantes.



BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom et prénom : _____

Adresse et téléphone : _____

Participera à l'AG : oui non au repas oui non

Réservation d'une chambre : simple double

Adressez ce bulletin avant le 18 janvier 2014 à : ANFFMRF - 10, rue Leroux 75116 Paris

ORGANISMES DE DIRECTION SORTANTS**BUREAU NATIONAL :**

Présidente d'honneur	Jacqueline OLLIVIER-TIMBAUD
Membres d'honneur	Roger BOISSERIE – Lucienne DESPOUY – Paulette DEVOS Pierre OLLIVIER - Suzanne PLISSON – Camille SENON
Président	Georges DUFFAU-EPSTEIN
Secrétaire	Jacques CARCEDO
Trésorière	Hélène BIERET
Trésorière adjointe	Dominique CARTON
Autres membres du bureau :	Denise BAILLY-MICHELS – Daniel BECK – Michel BOUET Madeleine CHARITAS-WAROCQUIER - Jean DARRACQHubert DEROCHE – François-René DOUBLET – Gérard GALEASylvaine GALEA – Michèle GAUTIER – Jacqueline NEPLAZ-BOUVET Naftali SKROBEK – Claudette SORNIN – Michèle VIGNACQ

COMITE DIRECTEUR

composé du bureau national auquel s'ajoutent :
Germaine BONNAFON – Nicole CHEVALLIER – Valérie
DAGUENET - Micheline ENTINE -

JOURNAL « CHATEAUBRIANT » :

Directrice de publication	Jacqueline OLLIVIER-TIMBAUD
Réalisation	Sylvaine et Gérard GALEA – Colette et Jacques CARCEDO

COMMISSION DE CONTROLE FINANCIER :

Claudine COIFFARD-MILLOT – Andrée DEROCHÉ – Jean-René
MELLIER (président de commission)

PORTE-DRAPEAU

Claudette SORNIN – suppléante Katy GIRAUD

**Appel à candidature**

Pour participer activement à la vie de notre association, faites acte de candidature au :

Comité directeur de l'ANFFMRF et A
10 rue Leroux
75116 Paris.

Un simple courrier suffit, précisant votre décision et vos :
nom, prénom, adresse, téléphone et/ou courriel.